

ACTUALITÉ

Page 2

■ En bref

Page 4

■ Rapport

Olivia Dufour

**Simplification et qualité du droit :
une urgence démocratique !**

DOCTRINE

Page 6

■ Obligations / Contrats

Suzanne Lequette

**Les prémisses de l'abus
de dépendance psychologique**

JURISPRUDENCE

Page 13

■ Entreprises en difficulté

Jean-Pierre Legros

**Rencontre entre le droit des sociétés,
les procédures collectives et les voies
d'exécution
(Cass. 2^e civ., 12 mai 2016)**

CULTURE

Page 16

■ Bibliophilie

Bertrand Galimard Flavigny

Un calife débauché

ACTUALITÉ

Rapport



Simplification et qualité du droit : une urgence démocratique ! ^{121C6}

Olivia DUFOUR

Le Conseil d'État a présenté le 27 septembre dernier son étude annuelle. Elle est consacrée à la simplification et à la qualité du droit. Pour la haute juridiction, il y a urgence à mettre en place une vraie politique de simplification du droit.

Le vice-président du Conseil d'État, Jean-Marc Sauvé, est un homme plutôt réservé. Alors quand il déclare à l'occasion de la présentation à la presse de l'étude annuelle de l'institution, consacrée à la simplification du droit, « Le Conseil d'État aurait été gravement défaillant s'il ne s'était saisi du sujet », c'est qu'il y a réellement péril en la demeure. D'ailleurs, l'introduction n'hésite pas à évoquer la « menace » pour l'État de droit que constitue « la complexité croissante des normes », voire à brandir l'« urgence démocratique ». Il est vrai que le Conseil d'État occupe un poste d'observation privilégié pour évaluer la qualité du droit, tant au titre de son activité consultative que juridictionnelle. D'ailleurs, c'est la troisième fois en moins de trente ans qu'il tire la sonnette d'alarme sur le sujet. Son premier rapport sur la question remonte à 1991. C'est l'époque de la prise de conscience. Quinze ans plus tard, il sort un deuxième rapport qui inspirera la réforme constitutionnelle

de 2008, imposant le recours aux études d'impact pour évaluer les réformes. « Mais le bilan est décevant. Les maux n'ont pas été traités et se sont au contraire aggravés », constate Jean-Marc Sauvé.

■ Agir en s'inspirant des exemples étrangers

D'où ce troisième coup de semonce. Une étude de plus, songera-t-on. Un pensum gigantesque et savant que seuls liront, et encore pas en entier, quelques universitaires intéressés par la question. Le Conseil d'État a anticipé ce danger et opté pour un rapport condensé d'une petite centaine de pages. Il est vrai qu'il a tout dit sur les causes et les effets de l'inflation des textes dans ses précédents rapports. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, ce n'est pas une maladie française, mais une pathologie commune à toutes les démocraties.

Suite en p. 4

Édition quotidienne des Journaux Judiciaires Associés

petites-affiches.com

Petites **a**ffiches

annonces@petites-affiches.com
2, rue Montesquieu - 75041 Paris Cedex 01
Tél. : 01 42 61 56 14

gazettedupalais.com

 Gazette du Palais

annonceslegales@gazette-du-palais.com
12, place Dauphine - 75001 Paris
Tél. : 01 44 32 01 50

le-quotidien-juridique.com

Le
Quotidien
Juridique

annonces@le-quotidien-juridique.com
12, rue de la Chaussée d'Antin - 75009 Paris
Tél. : 01 49 49 06 49

lalo.com

La Loi
ARCHIVES COMMERCIALES DE LA FRANCE

loiannonce@lalo.com
Tour Montparnasse 33, avenue du Maine - 75015 Paris
Tél. : 01 42 34 52 34